



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 14 octobre 2020 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO par intérim et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies et depuis Goma, le Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire de la MONUSCO.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]** : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Avec nous depuis Goma : le porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-Colonel Tabore Haidara Moctar ; et à mes côtés ici à Kinshasa, le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, Aristide Ongone Obame.

**D'abord, je voulais vous dire que la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, félicite chaleureusement le Programme alimentaire mondial, qui a reçu le Prix Nobel de la Paix la semaine dernière.**

Présent depuis 1973 en RDC, le PAM y fournit une assistance alimentaire vitale, notamment dans les provinces de l'Est et les Kasai, ainsi qu'un soutien logistique à toute la communauté humanitaire. En 2020, le PAM compte fournir une assistance à 9 millions de Congolais. La crise alimentaire en RDC est considérée comme la deuxième plus grave au monde.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui jugé qu'il est inadmissible, dans un monde d'abondance, que des centaines de millions de personnes se couchent chaque nuit le ventre vide, et rendu hommage au travail du PAM, en première ligne contre l'insécurité alimentaire.

**Au Nord-Kivu, les travaux de la table-ronde sur la stabilisation de la région de Beni dans le cadre du projet Ensemble pour Beni ont commencé ce mardi à Beni.** Alors que le projet tend vers sa fin, les acteurs clefs impliqués dans le processus de sa mise en œuvre vont travailler pendant trois jours pour évaluer les actions sur le terrain et proposer d'autres stratégies pour sa pérennisation.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

La MONUSCO a présenté hier ses réalisations dans le cadre de la stabilisation et de la protection des civils. Sous ses piliers « Dialogue démocratique et Relance économique », plusieurs ouvrages ont été construits dans la zone du projet depuis son lancement, notamment des sources d'eau aménagées, des salles de classes, des terrains de football et des paillotes de paix. Plusieurs kits d'AGR (activités génératrices de revenus) ont été aussi remis aux ex combattants ainsi qu'aux ménages vulnérables après des formations à certains métiers.

Le Projet Ensemble pour Beni, d'un montant de 7 millions de dollars américains a été mis en place en 2018 dans le cadre du Programme STAREC soutenu par la communauté internationale à travers la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation, connue sous l'acronyme I4S. Il devait favoriser la stabilité et la paix durable, essentielles au développement socio-économique de la région de Beni. Grâce à la facilitation de la MONUSCO à travers ses vols, plusieurs ministres et députés venus de Goma prennent part à cette table-ronde qui va se clôturer le 15 octobre.

**Toujours dans le cadre de la stabilisation, la Section des Affaires civiles et l'association locale Pole Institute ont facilité un dialogue entre les jeunes locaux et des démobilisés de Kitshanga dans le territoire de Masisi.**

Dans le même esprit, l'installation au début de ce mois du chef de la chefferie de Bwito, Raphael Nyamulagha Kandi III, a été facilitée à Kikuku. Le retour du Mwami est l'aboutissement de deux années de travail conjoint avec le STAREC, les partenaires de l'ISSSS ainsi que les partenaires de la MONUSCO. A cette occasion, un Centre des Jeunes de Bwito a également été remis aux bénéficiaires.

**Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar] : Dans les provinces en proie à l'insécurité, nous avons constaté qu'au cours des semaines écoulées, des violences et les attaques continuent de cibler les civils et aussi les forces de défense et de sécurité.**

**Quelques actions principales de la Force :**

**Dans les provinces de l'Ituri**, la Force continue de participer aux opérations Pigeons blancs et Opération de stabilisation de Djugu en conduisant des patrouilles robustes et en pré-positionnant les troupes dans le but de protéger les populations, assurer la libre circulation et éviter les représailles contre la population civile.

Le 1er octobre 2020, les unités installées à Aveba ont évacué par hélicoptère cinq soldats FARDC vers l'hôpital de Bunia pour des soins appropriés.

Des patrouilles conjointes sont régulièrement menées avec les FARDC, UNPOL et la PNC. La patrouille conjointe en date du 10 octobre menée dans la ville de Bunia et environnant dans le but de

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

dissuader les bandits criminels en est exemple. Dans la semaine, plus de 23 patrouilles conjointes ont été conduites avec les FARDC.

Le 11 octobre 2020, à la suite d'informations faisant cas d'attaques probables dans le village de Bule, les unités installées à Bayoo ont immédiatement conduit une patrouille robuste pour protéger les déplacés et ont pu déloger les probables assaillants.

**Dans le Nord-Kivu**, dans la zone de responsabilité de la FIB, le 5 octobre, une patrouille FARDC en reconnaissance dans la région de Mamove a été prise à partie par des combattants non identifiés. Une patrouille de la Force a été immédiatement envoyée pour protéger la population et apporter leur soutien au FARDC. Conjointement ils ont procédé à un ratissage dans la jungle, ce qui a permis d'arrêter deux combattants Mayi-Mayi.

Dans les autres parties du territoire, la collaboration entre les FARDC et les Forces de la Monusco permet un partage efficace des informations, une bonne coordination des actions et a permis d'anticiper les actions des groupes armés.

**Dans la province du Sud-Kivu et le Tanganyika**, la Force a continué à intensifier sa présence dans l'ensemble de sa zone de responsabilité, en maintenant un rythme opérationnel élevé, une vigilance accrue et une attitude proactive. La Force a effectué des patrouilles à pied et en véhicule à Kawera et au village de Munguli, et a dépêché des patrouilles conjointes jour et nuit avec les FARDC, principalement à Kalemie et Mutarule pour dissuader les activités de banditisme et rencontrer les dirigeants locaux dans le but de renforcer la confiance dans la MONUSCO dans la région. De plus, la Force a continué à patrouiller le long de l'axe Route nationale 5 pour assurer la liberté de mouvement, principalement à Bwegera et au village Nsela, pour amoindrir les problèmes de protection des populations.

Enfin, le Secteur Sud a organisé une rencontre entre différents représentants tribaux en présence des FARDC et du comité des déplacés internes, dans le but de favoriser l'harmonie entre les communautés et la mise en œuvre d'un accord de paix comme un pas en avant pour garantir la protection des civils.

Le génie civil de la Force en plus de contribuer à la construction des camps des IDP, des camps de FARDC, dans l'Ituri, le Sud-Kivu, construisent et réhabilitent une dizaine de routes et de ponts dans ces différentes provinces.

Pour rappel, la Force met tout en œuvre pour garantir aux populations civiles une protection maximale. De ce fait, elle aura toujours besoin du soutien et la coopération de la population civile à qui nous demandons de nous alerter pour pouvoir réagir à temps.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] : Avant de donner la parole à notre invité de la FAO, je voulais vous signaler que le HCR, l'Agence des Nations Unies**

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

**pour les réfugiés, apporte un soutien urgent aux dizaines de milliers de personnes qui ont été récemment déplacées par de brutales attaques et des affrontements dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.**

Ces tout derniers déplacements s'ajoutent à plus de 3,4 millions de personnes déjà déplacées dans les deux provinces. Actuellement 5,5 millions de personnes sont des déplacés internes en RDC, l'une des plus grandes populations déplacées au monde et la plus importante en Afrique.

Le HCR a besoin de 168,2 millions de dollars pour répondre aux besoins en RDC cette année, mais n'a reçu que 61% de ce montant à ce jour.

**Vous le savez, après plus de 6 mois à la maison, des millions d'élèves du primaire et du secondaire ont repris le chemin de l'école ce lundi 12 octobre 2020 en République Démocratique du Congo (RDC), malgré le contexte exceptionnel de la pandémie de coronavirus (COVID-19).**

Durant la période de fermeture des écoles, le Ministère de l'EPST avait lancé des programmes d'apprentissage à travers la radio et la télévision sur toute l'étendue du territoire national avec le soutien de l'UNICEF. Des programmes d'ailleurs qui étaient aussi diffusés sur Radio Okapi à travers Okapi Ecole. Plus de 7 millions d'enfants congolais ont pu poursuivre leur apprentissage malgré la fermeture des écoles à travers des programmes éducatifs à la radio, les cahiers d'exercices et autres outils d'apprentissage. Près de 450 000 cahiers d'exercices ont été distribués, y compris ceux qui vivent dans les zones reculées du pays.

Grâce à l'appui du Partenariat mondial pour l'éducation et des autres donateurs, l'UNICEF continue d'accompagner le Gouvernement dans la sensibilisation des parents pour un retour massif des enfants à l'école et la reprise effective des cours, dans le respect des mesures de prévention liées à la crise sanitaire.

**Enfin, je voulais vous signaler que la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, arrive tout à l'heure à Kinshasa pour une visite en République démocratique du Congo.**

Sans plus tarder, je vais donner la parole à notre invité, le Représentant de la FAO, M. Aristide Ongone Obame.

**Représentant de la FAO en RDC [Aristide Ongone Obame] :** Merci de la parole et de l'opportunité. Je vais commencer par vous parler très brièvement de la FAO pour bien fixer les idées. La FAO est une organisation des Nations Unies qui a pour mandat de s'occuper de l'alimentation et de l'agriculture. C'est une organisation qui est née exactement le 16 octobre 1945. Nous sommes au

### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

mois d'octobre et le 16 octobre, c'est juste après demain, dans deux jours. Donc, c'est cette journée qui marque ce qu'on appelle communément la Journée mondiale de l'alimentation, ça marque la création de la FAO, donc, c'est l'acte de naissance de la FAO, qui est née le 16 octobre 1945. Cette organisation a été créée juste après la deuxième guerre mondiale en 1945, devant un monde ravagé complètement par la faim et d'autres défis.

Donc, son mandat est de libérer le monde de la faim, il faut libérer l'humanité de la faim, et de permettre à tous un accès à tout moment à la nourriture dont ils ont besoin pour mener une vie active et saine.

Cette journée est l'une des manifestations les plus importantes des Nations Unies à cause des centaines d'évènements et d'activités qui rassemblent les gouvernements, les entreprises, les ONG, les médias les organisations de la société civile et le grand public. Le but de cette journée est de sensibiliser l'opinion et l'inciter à l'action au profit des populations victimes de la faim en faveur d'une alimentation saine pour tous.

En cette année 2020, elle est célébrée dans un contexte exceptionnel où tous les pays du monde entier doivent faire face aux impacts généralisés de la pandémie de la Covid-19.

Alors le thème retenu cette année pour cette journée est « Grandir, nourrir, soutenir. Ensemble. Nos actions sont notre avenir ». Une occasion pour la FAO d'interpeller tous les pays du monde, le secteur privé et la société civile pour s'assurer que nos systèmes alimentaires puissent cultiver une diversité de plantes et produire suffisamment d'aliments en mesure de nourrir une population croissante tout en préservant la planète.

Alors de manière concrète, la FAO appelle à l'action. Pourquoi la FAO appelle à l'action ? C'est à cause de l'augmentation croissante de la faim depuis 2014, conjuguée à la hausse de l'obésité. D'où la nécessité d'accélérer et d'intensifier les actions visant à renforcer les systèmes alimentaires et à protéger les moyens d'existence des populations.

Secundo, il faut savoir qu'il y a actuellement plus de 2 milliards d'êtres humains qui n'ont pas un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et suffisante. Or la demande de nourriture est appelée à s'accroître alors que la population mondiale devrait approcher les 10 milliards d'habitants d'ici 2050.

La crise sanitaire de la pandémie de la Covid-19 alimente la faim. Près de 690 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit 10 millions de plus qu'en 2019. Alors cela veut dire que la situation s'est grandement dégradée.

En fonction de scénario de croissance économique, la pandémie de la Covid-19 pourrait venir grossir le rang des affamés de 83 à 130 millions d'individus.

Nous avons tous un rôle à jouer, celui de rendre disponible la nourriture, l'essence même de la vie, le fondement de nos cultures et de nos communautés.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28





## Organisation des Nations Unies

Dans un moment comme celui-ci, il est important plus que jamais de reconnaître et de soutenir nos héros de l'alimentation. Les agriculteurs et les travailleurs de l'ensemble du système alimentaire qui veillent à acheminer les aliments de la ferme à la table, même dans un contexte de perturbation aussi inédite que la crise de la Covid-19.

Les actions de la FAO dans la lutte contre la COVID en RDC : très brièvement, je vais dire que le plan de réponse actuel de la FAO s'inscrit dans le plan global de réponse humanitaire pour 2020. Il vise spécifiquement à atténuer l'impact de la COVID-19 dans les zones les plus vulnérables, bien entendu, à l'insécurité alimentaire. Notamment les provinces qui, non seulement sont touchées par la COVID-19 mais également sont classées en phase 3 et 4 de l'IPC. L'IPC n'étant autre chose que le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. C'est une étude, [ce sont] des enquêtes que nous faisons avec d'autres partenaires chaque année. Et nous sommes aujourd'hui à la 18<sup>e</sup> édition de l'IPC. Et dans le cadre de son plan de réponse, on pense qu'il faut atténuer l'impact de la maladie à Coronavirus sur la sécurité alimentaire.

La RDC a bénéficié de fonds internes de la FAO qu'on appelle des fonds SFERA, alloués essentiellement à la résilience de petits exploitants agricoles dans et autour de la ville de Kinshasa. Le projet vise l'augmentation de la production de l'agriculture urbaine et péri-urbaine en vue de réduire la flambée des prix des denrées alimentaires et de maintenir les disponibilités sur les marchés.

Les actions sont axées sur la sensibilisation des maraîchers sur les mesures barrières et l'intériorisation de bonnes pratiques dans l'acquisition d'une cinquantaine de lave-mains automatiques de grande capacité, le renforcement et la diversification de la production agricole locale.

Le projet prévoit aussi de fournir aux bénéficiaires des outils aratoires et de semences maraîchères améliorées ainsi que la dotation de motoculteurs aux producteurs. Le projet fait aussi la promotion et le développement de la chaîne de riz. La FAO prévoit l'acquisition des motoculteurs pour les riziculteurs, des vanneuses et des décortiqueuses de riz pour assister les producteurs.

Je vais dire un mot sur le cadre - dont je viens de parler - intégré de la classification de la sécurité alimentaire, l'IPC. L'IPC va nous donner un peu le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Ce nombre a sensiblement augmenté en République démocratique du Congo. Il est passé de 15 600 000 personnes en 2019, aujourd'hui, (et je vous invite à assister à cette restitution de cette étude qui va se faire demain à l'hôtel Beatrice [Kinshasa], pour ceux qui sont disponibles pour venir voir comment la situation a évolué), à 21 800 000 personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë sévère. Alors la phase 3, c'est ce que nous appelons quand on est en crise et la phase 4, c'est vraiment l'urgence et qu'il faut absolument intervenir.

Quand on fait ce genre d'étude, il n'est pas dit qu'on va aller dans tout le territoire de la RDC. Il y a un échantillon de territoire représentatif qui est retenu. Et dans cet échantillon, on a fait l'étude sur 66

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

millions de personnes et sur ces 66 millions de personnes, nous avons 21,8 millions de personnes qui sont en insécurité alimentaire. Vous voyez bien que le ratio est très préoccupant.

Ainsi, nous avons 13 territoires qui ont été classifiés en phase 4 de l'IPC et ça, c'est très préoccupant, et 68 autres en phase 3.

Je reviens un peu aux actions de la FAO en RDC en rappelant au passage que la République démocratique du Congo est membre de la FAO depuis les années 60, aux années de l'indépendance. Et nous avons installé notre représentation à Kinshasa en 1978. Cela veut dire que nous sommes ici depuis très longtemps. Mais avant qu'on installe la représentation, on était déjà présent, on intervenait déjà en RDC. Donc, je puis vous dire que la FAO intervient de manière tout à fait régulière depuis les années 60.

Les actions de la FAO sont inscrites dans le cadre de programmation pays. Ce qui fait qu'à chaque étape, on se met avec le gouvernement pour définir les priorités qui sont contenues dans ce qu'on appelle le Cadre de programmation pays.

Pour la période 2019-2023, nous avons retenu quatre priorités sur lesquelles on va accompagner le gouvernement.

La première priorité, c'est la gouvernance du secteur agricole, pêche et élevage. Il faut bien entendu que ce secteur ait les capacités de répondre aux besoins des populations.

La deuxième priorité, c'est le renforcement et le développement de ce qu'on appelle les chaînes de valeur, les filières dans le secteur végétal, animal et agricole.

La troisième priorité, c'est la promotion d'une gestion durable de l'environnement. Et bien entendu, la protection des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques. Le changement climatique devient un domaine qu'il faut prendre désormais en compte dans toute politique de développement du secteur rural.

Et enfin, nous avons la résilience. La résilience des populations, cela veut dire quoi ? Cela veut dire qu'il faut que ces populations soient résilientes aux différents chocs dont elles sont victimes, auxquels elles font face, et de soutenir des moyens d'existence des populations face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Alors, la mise en œuvre de tous ces projets retenus dans le cadre de ce CPP, c'est-à-dire le Cadre de programmation pays 2019-2023, nécessite la mobilisation d'un montant indicatif que nous avons évalué avec le gouvernement à 155 millions de dollars américains pour cette période-là, l'accompagnement de la FAO. Nous sommes en 2020, donc c'est un cadre qui vient juste de commencer, depuis l'année passée.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Nous avons déjà, sur les 155 millions de dollars, mobilisé 38 millions de dollars. La mobilisation se fait de manière positive et d'ici 2023, tout ce budget sera mobilisé pour accompagner efficacement le gouvernement. Il en résulte, je disais, qu'un besoin de 117 millions nous restent à mobiliser d'ici 2023 à travers les contributions volontaires, à travers les fonds propres de l'organisation et à travers aussi ce qu'on appelle la coopération Sud-Sud. C'est un élément très important, ça dépendra des questions que vous poserez par la suite. Ce sont des domaines sur lesquels on peut toujours donner beaucoup plus d'éléments, beaucoup plus de détails. Je vous remercie.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Merci beaucoup Aristide. On va commencer la séance de questions et réponses, avec une première question pour notre invité.

### Question 1

**Saint-Germain Ebengo/ Elais Hebdo & 24heures.cd :** J'adresse ma question à M. Aristide Ongone. Vendredi 16 octobre, l'agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture totalisera 75 ans. Pendant ce temps, les nouvelles en provenance de Beni font état de quatre mois sans rations alimentaires que viennent de totaliser les troupes des FARDC y déployées pour faire face aux ADF. Pour manger, elles doivent se débrouiller comme des animaux dans la forêt ou se rabattre sur la population. Qu'est-ce que cela vous inspire comme situation en tant qu'agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture ?

**Représentant de la FAO en RDC [Aristide Ongone Obame] :** Je commencerai par dire que c'est une situation regrettable et c'est l'une des raisons pour lesquelles effectivement nous sommes-là. Pourquoi, nous sommes en République démocratique du Congo, c'est parce qu'effectivement il y a des besoins, et il y a des situations qui nous interpellent. Quatre mois sans rations alimentaires. Qu'est-ce que ça m'inspire ? Il faut absolument que les agences des Nations Unies bien entendu, prennent en compte cette situation et interviennent. Vous savez, nous sommes plusieurs agences au niveau des Nations Unies, on est complémentaires. Et nous essayons toujours d'avancer ensemble, chacun dans son domaine de compétence.

Quand vous parlez de rations alimentaires, ça concerne beaucoup plutôt notre agence sœur, le Programme alimentaire mondial qui fait effectivement dans l'assistance alimentaire.

La FAO est là pour accompagner les producteurs dans la création de tout ce qu'ils ont perdu comme moyens d'existence. En d'autres termes pour être beaucoup plus clair : si effectivement ces populations arrivaient à se stabiliser quelque part, la FAO serait là pour les accompagner à recommencer à produire pour qu'ils puissent progressivement se prendre en charge.

C'est ce que j'ai appelé ici la résilience : permettre aux gens de faire face. Donc, nous sommes ici dans un forum où effectivement on peut lancer un appel.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28





## Organisation des Nations Unies

J'ai entendu, les Nations Unies ont entendu votre appel, qu'il y a des gens qui errent dans la forêt, depuis quatre mois n'ont pas de ration alimentaire. Je pense que c'est quelque chose effectivement qui doit être pris en compte. Certainement que je vais en parler avec les collègues du PAM.

### Question 2

**Martial Papy Mukeba/ Radio Okapi (Beni) : Ma question s'adresse à Mathias. Lors de son récent séjour à Goma, le Chef de l'Etat a promis 50 millions de dollars pour concrétiser le processus de DDR des combattants des groupes armés. Que compte faire la MONUSCO pour appuyer ce processus, surtout que l'on sait que dans le Nord-Kivu, dans la zone de Beni, dans le territoire de Lubero, il y a beaucoup de combattants qui sont candidats à la démobilisation volontaire ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Effectivement, les annonces du Président Tshisekedi concernaient un programme basé sur la communauté, un programme basé d'ailleurs sur l'agriculture. Nous, ce dont nous avons besoin pour soutenir le DDR, c'est comme nous l'avons déjà expliqué, une approche communautaire que l'on peut soutenir.

Mais avant l'approche de réintégration, il y a une approche de démobilisation et de désarmement qui doit être conclue. Je prendrais l'exemple des FRPI : il y a eu un Accord de paix qui a été signé en février. Depuis, malheureusement, les FRPI et le gouvernement ne sont pas encore parvenus à un accord sur la démobilisation et le désarmement.

Nous, du côté de la MONUSCO, nous avons, je dirais, rempli notre partie du contrat, ce à quoi nous nous étions engagés, c'est-à-dire à préparer des sites de pré-cantonement mais nous avons besoin, avant de passer à la phase de réintégration communautaire, que la démobilisation et le désarmement soient effectifs. Et pour ça, nous en appelons au gouvernement à continuer ses efforts et nous saluons le fait qu'une approche communautaire et la nomination d'un coordinateur national, pour que nous puissions travailler avec un acteur gouvernemental central sur ces questions, aient été annoncées.

### Question 3

**Nénette Fwamba/ L'Opinion : Une question pour Mathias. Ça se déclare partout dans l'opinion nationale : dès que Felix Tshisekedi devient Président de l'Union africaine en 2021, il devra peser de tout son poids présidentiel pour remplacer les forces onusiennes par une force de l'Union africaine. Quel est votre point de vue là-dessus ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Nous n'avons pas de point de vue sur ce que va faire le Président Tshisekedi en tant que Président de l'Union africaine. Ce dont on peut se féliciter, c'est effectivement que le Président Tshisekedi va prendre la présidence de cette Organisation.

Le renforcement de la coopération avec l'Union africaine, entre l'Union africaine et l'ONU, c'est une des priorités du mandat d'Antonio Guterres en tant que Secrétaire général : nous avons besoin que les

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

organisations régionales qui ont les solutions, qui connaissent les solutions, puissent mieux nous accompagner et mieux travailler avec nous.

Nous avons renforcé ce partenariat et c'est quelque chose que nous allons continuer, pas au niveau de la MONUSCO, mais au niveau de l'Organisation des Nations Unies en général. L'Union africaine, mais aussi la SADC, la Conférence des Grands Lacs, ont un rôle important à jouer pour trouver des solutions communes aux problèmes de la région.

### Question 4

**Venant Vudisa/ RTNC : Ma question s'adresse au Représentant de la FAO en RD Congo. Permettez quand même que je vous fasse une remarque. La FAO est l'une des agences les moins présentes au pays. La même remarque a été formulée à Monsieur Jacques Diouf lors de son séjour d'adieu il y a de cela quatre ou cinq ans si j'ai bonne mémoire. Et lui avait promis d'améliorer, compte tenu de la situation tumultueuse de notre pays, surtout dans la partie Est. Depuis ce temps, ça ne reste que des petites actions périurbaines, juste des petites actions. Mais on ne sent pas vraiment son implication pour résoudre ce genre de problèmes. Qu'est-ce que vous attendez pour agir comme les autres agences du système des Nations Unies ? Merci.**

**Représentant de la FAO en RDC [Aristide Ongone Obame] :** Permettez-moi de relever un certain nombre de petites contre-vérités. La FAO n'est pas l'agence la moins présente en RDC mais on n'est pas ici pour venir comparer les différentes agences. On est ici pour venir nous présenter ce que nous faisons de manière collégiale, parce que nous sommes un ensemble de plusieurs agences et j'ai dit tout à l'heure qu'il faut être complémentaires.

La FAO aujourd'hui est présente dans 16 provinces sur les 26. Ce n'est pas une petite présence. Nous avons un effectif total aujourd'hui de 206 staffs en RDC. Toutes les agences des Nations Unies ne dépassent pas ce nombre-là. Ce sont des petites contre-vérités, il faut rétablir la vérité.

Nous sommes présents au niveau de Kinshasa, nous sommes à peu près 66 personnes qui travaillons pour accompagner le gouvernement. Nous avons un bureau à Goma qui dépasse 30 personnes. Regardez toutes les agences qui sont présentes à Goma si c'est la même situation. Allez à Bukavu, vous allez trouver un grand bureau de la FAO là-bas, et j'en passe.

Maintenant, au niveau des actions, nous avons des projets, des grands projets, surtout à l'Est, où la situation est vraiment préoccupante, et où nous travaillons depuis plusieurs années, en partenariat avec d'autres agences parce que, je le répète, nous sommes complémentaires. Avec le PAM, avec l'UNICEF, nous avons des projets depuis plusieurs années dans cette partie de la RDC. Nous sommes également présents au niveau du Tanganyika : à Kalemie, à Kabalo, à Nyunzu, vous allez trouver nos bureaux là-bas.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Donc de grâce, essayez de rectifier un peu les chiffres que vous avez : nous sommes une agence qui est très présente et nos effectifs ont régulièrement augmenté depuis le dernier passage de Jacques Diouf en RDC. Je tenais à relever ça.

Maintenant, effectivement, si vous voulez savoir ce que nous faisons concrètement, je l'ai dit dans le discours. Si vous voulez aller dans les détails, on peut effectivement vous montrer un peu. Ces projets qui sont là pour renforcer la partie Est, ce sont surtout des projets de résilience, là où on a vraiment beaucoup de besoins en termes de semences de bonne qualité.

Les déplacements de populations qui laissent derrière elles leurs plantations, ce sont d'autres personnes qui viennent récolter, et ces populations s'installent ailleurs. Il faut qu'on continue à les accompagner. Ce qui fait qu'on a des communautés que nous soutenons partout où elles vont pour être sûrs que ces communautés vont recommencer à se prendre en charge là où elles sont. C'est le travail que nous faisons.

Alors qu'est-ce que ça veut dire l'assistance alimentaire ? Il faut vraiment faire le distinguo. Si les gens se déplacent – quelqu'un a dit tout à l'heure, depuis quatre mois, ils n'ont pas de rations alimentaires -, ils vont finir par se stabiliser quelque part, par s'installer quelque part, ils ne vont pas de déplacer en permanence. Dès qu'ils s'installent quelque part, la FAO intervient pour reconstruire leurs moyens d'existence. C'est comme ça que nous intervenons.

Donc moi je vous invite à venir, au besoin, à la Représentation de la FAO. Comme ça vous aurez l'étendue de ce que nous faisons, où nous sommes, quelles sont les activités. Nous avons des budgets de plus de 15 millions, de plus de 20 millions que nous mettons en œuvre en RDC. Donc je voulais quand même relever ça pour qu'on ne retienne pas ce que vous avez dit. Ce n'est pas la vérité. Merci beaucoup.

### Question 5

**Sébastien Musayi/ Afrikimages (Beni) : Ma question est pour le Représentant de la FAO qui nous a dit dans son discours qu'il y a plus ou moins 21 millions de Congolais qui sont en insécurité alimentaire. Alors ma question est la suivante : quels sont les mécanismes que vous avez adoptés pour mettre en sécurité alimentaire ces 21 millions de Congolais d'ici 2023 ?**

**Représentant de la FAO en RDC [Aristide Ongone Obame] :** Je souhaite d'abord dire que 21 millions de Congolais en insécurité alimentaire, ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est vraiment une réalité. Alors, face à cela, le rôle des Nations Unies de manière globale c'est d'accompagner le gouvernement à mettre en place des politiques qui permettent de répondre à cette préoccupation. Les Nations Unies accompagnent les gouvernements dans la mise en œuvre de leurs priorités, de leurs politiques. Et qu'est-ce que nous avons préconisé ?

Bien entendu, les actions que j'ai énumérées tout à l'heure dans le cadre de programmation, c'est-à-dire les priorités que nous avons retenues, c'est de répondre à cette préoccupation.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Mais entretemps, nous avons eu la pandémie qui a eu un impact négatif, comme tout le monde le sait, sur la production alimentaire. Parce que quand on regarde la pandémie, beaucoup pensent que la pandémie n'a eu des impacts que sur le plan sanitaire. Mais oui, effectivement, il y a eu des décès, c'est regrettable mais il y a eu des mesures qui ont été prises. Des frontières ont été fermées, les populations ne pouvaient plus se déplacer. Les produits non plus, les marchandises. Ce qui fait que la distribution alimentaire, cette chaîne de valeur-là, ne pouvait plus se mettre en œuvre.

Donc on s'est retrouvé effectivement avec des pénuries partout, parce que ceux qui devaient produire ne pouvaient plus le faire efficacement. Ceux qui devaient transporter de la production vers les marchés ne pouvaient plus le faire. Vous savez que la RDC importe beaucoup d'aliments et toutes ces importations avec des avions qui ne pouvaient plus atterrir ni à Kinshasa, ni à Goma venant de l'extérieur... vous voyez un peu l'impact que cela a eu. Même pour les provinces qui n'ont pas été impactées par la pandémie, où il n'y a pas eu de cas, qui n'ont pas eu des problèmes sanitaires. Mais ces populations ont souffert du fait que depuis Kinshasa, elles ne pouvaient plus être approvisionnées. Elles ne pouvaient plus venir à Kinshasa, les avions au départ de Kinshasa ne pouvaient plus aller vers là-bas. Et il y a beaucoup de localités, des grandes villes de la RDC, qui dépendent des approvisionnements qui viennent de Kinshasa.

Donc, tout ceci a eu un impact très grave sur la sécurité alimentaire. C'est pourquoi on s'est retrouvé à passer de 15,6 millions à 21,8 millions [de Congolais en situation d'insécurité alimentaire].

Maintenant qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut reconstruire les chaînes d'approvisionnement, il faut reconstruire les moyens d'existence des populations. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire mettre en place des systèmes qui permettent que les gens soient stabilisés, recommencent à produire des aliments. Il faut faire en sorte que les déplacements des populations et des biens redeviennent fluides. Mais tout cela implique un certain nombre de mesures. Les mesures barrières que vous connaissez, et il faut les appliquer. Mais ça coûte. Ce qui fait que nous allons devoir revoir à la hausse tout ce que nous avons fait comme prévisions avec le gouvernement.

Donc, pour répondre très simplement à votre question, il est question effectivement de faire un peu plus que ce qui a été prévu parce que la pandémie est passée par là. Et nous allons essayer de voir comment y arriver.

Mais il y a un problème, nous ne pouvons faire tout cela que s'il y a stabilité. Si les populations sont dans des conditions de production minimales. Est-ce qu'une population qui se déplace parce qu'elle ne peut plus rester à un endroit à cause de l'insécurité peut véritablement produire ? Moi je dirais non. Donc ces conditions préalables sont essentielles et vous allez voir si je vous montre la carte de l'insécurité alimentaire en RDC, que là où il y a des conflits, là où il y a des chocs, le nombre de personnes en insécurité alimentaire est plus élevé. Ce qui fait qu'il y a certains aspects qui échappent aux techniciens parce que nous sommes une agence technique.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Et c'est pour cela que je vous dis que nous sommes complémentaires. La MONUSCO, la sécurité de l'Etat doit participer à cet effort. Stabiliser - la pacification - est nécessaire à la base pour qu'effectivement on puisse atteindre nos objectifs.

### Question 6

**Papy Okito/ Echos d'opinions (Goma) :** Ma question je l'adresse au représentant de la FAO. Monsieur, peut être que vous êtes à Kinshasa, vous n'allez pas dans des provinces. Mais chez nous ici dans des pharmacies ou l'on vend des produits pour des animaux, on retrouve tous les produits ou les semences de la FAO qui sont vendus alors qu'il y a des populations qui ont besoin de ces semences pour ne fut-ce que mettre dans leurs jardins derrière la maison mais ils n'ont pas accès. Mais aussi dans le cadre de l'accompagnement du gouvernement, pourquoi la FAO et le gouvernement ne peuvent pas avoir des champs pilotes un peu partout parce que ce n'est pas l'espace qui manque en RDC ?

**Représentant de la FAO en RDC [Aristide Ongone Obame] :** Très bonne question. Alors, vous dites que vous trouvez les produits de la FAO sur les marchés parallèles, clandestins, si j'ai compris, qu'est-ce que cela veut dire ? Je vais vous expliquer très rapidement comment cela se passe. Les semences ou les autres intrants agricoles sont achetés auprès des spécialistes parce qu'il y a des producteurs de semences que ça soit en RDC ou hors de la RDC.

Ce sont des semences qui doivent être certifiées, ce sont des semences qui doivent être dans les catalogues parce que chaque pays a un catalogue récemment homologué. Et la FAO ne peut pas acheter en dehors de ces deux choses. Il faut que la semence soit homologuée dans le pays et il faut que cette semence, avant qu'on ne la distribue aux producteurs, soit certifiée par le SENACEM, le SENACEM c'est un service congolais qui fait la certification des semences. Tant que le SENACEM n'a pas certifié une semence, on ne peut pas l'utiliser en RDC.

Donc, ces deux étapes franchies, nous faisons la distribution des semences auprès des bénéficiaires et ces bénéficiaires sont sélectionnés de manière rigoureuse.

Maintenant, si vous dites que vous trouvez les semences sur les marchés, les semences FAO, bon qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Nous on ne vend pas les semences. On les achète pour distribuer aux bénéficiaires. Si c'est le bénéficiaire lui-même qui a revendu la semence, mais la semence que nous vendons, je ne sais pas comment il peut la revendre parce que nous l'accompagnons aussi sur le terrain pour la mise en œuvre. Alors, est-ce que les semences ont été volées ? Peut-être. Cela peut arriver.

Mais je ne pense pas qu'il y ait un circuit qui puisse permettre, de manière légale, que les semences distribuées par la FAO se retrouvent sur un marché parce que, non seulement ces semences ne sont pas à vendre, mais elles ne sont pas non plus à consommer, c'est-à-dire qu'il ne faut pas les manger parce qu'elles ne sont pas comestibles.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28





## Organisation des Nations Unies

Alors, il peut aussi arriver qu'on utilise l'emballage de la FAO, cela peut arriver parce que nous distribuons ces semences dans des emballages avec, bien entendu, le logo de la FAO. Il se peut, bien entendu, que cette semence, on l'ait déjà utilisée et qu'on réutilise le sac pour une autre semence qui ne peut pas entrer dans le circuit de la FAO. C'est peut-être ce qui est arrivé mais il n'y a pas de possibilité que les semences, de manière officielle de la RDC, se retrouve sur le marché. Je vous remercie.

### Question 7

**Roger-Marley Lukunga/ Elima News : Selon les observations de la MONUSCO, j'aimerais savoir comment se présente aujourd'hui le bulletin de santé de Minembwe ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Minembwe, pour nous, est un territoire congolais qui, comme beaucoup d'autres territoires congolais malheureusement, a des problèmes liés à la cohabitation de différentes communautés. La situation est toujours tendue.

Nous essayons à la fois de mettre hors d'état de nuire les groupes armés et les milices qui continuent de s'en prendre à la population et nous essayons, en parallèle, de renforcer les mécanismes de dialogue et de faire en sorte que les communautés qui vivent à Minembwe et autour de Minembwe puissent se réconcilier.

Il est très important de comprendre que ce n'est pas nous qui allons faire la paix à Minembwe et autour, ce sont les Congolais eux-mêmes, ce sont les communautés qui vivent côte à côte à Minembwe et sur les Hauts-plateaux qui doivent apprendre à vivre ensemble dans la paix, dans l'harmonie pour ensuite s'engager sur la voie d'un développement socio-économique.

C'est malheureusement tout ce que nous avons comme temps aujourd'hui. Merci à tous et on se retrouve dans deux semaines !

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28